

**CHARGE(E) DE MISSION**  
**LUTTE CONTRE LES DISCRIMINATIONS ET ACCES AUX DROITS**  
**DIRECTION DU RESEAU ET DE L'ACCES AU DROIT**  
**CONTRAT LONG – REGION OCCITANIE**

► **Contexte professionnel**

**Le Défenseur des droits** est une autorité administrative indépendante créée en 2011 et inscrite dans la Constitution, chargée de défendre les droits et libertés individuelles dans le cadre de cinq domaines de compétences déterminés par la loi :

- la défense des droits et libertés dans le cadre des relations avec les services publics,
- la défense et la promotion de l'intérêt supérieur et des droits de l'enfant,
- la lutte contre les discriminations directes et indirectes et la promotion de l'égalité,
- le respect de la déontologie par les professionnels de la sécurité (police, gendarmerie, services privés de sécurité),
- l'orientation et la protection des lanceurs d'alerte.

**La direction RÉSEAU ET ACCÈS AU DROIT (DRAD)** comprend, 44 agents, dont 12 chef.fe.s de pôle régionaux (CPR) exerçant leur fonction en région ou Outre-mer, et près de 520 délégués bénévoles du Défenseur des droits, qui tiennent des permanences d'accueil du public dans plus de 850 lieux d'accès au droit, sur l'ensemble du territoire.

Elle est composée d'un pôle « réseau », d'un pôle « juridique » et d'une coordination des CPR.

Elle a notamment pour mission d'analyser les réclamations adressées à l'institution, les traiter ou les orienter et veiller à la meilleure répartition des dossiers entre les services centraux et le réseau des délégués.

Les chef.fe.s de pôles régionaux, en lien avec la DRAD-siège, ont pour missions le recrutement des délégués et l'appui, organisationnel comme juridique, de ceux-ci dans l'exercice de leurs missions d'accueil du public, de traitement des réclamations par la voie amiable et de notoriété de l'institution. Les CPR représentent le Défenseur des droits en région. Ils mènent et coordonnent, au niveau local, les activités de promotion des droits et de l'égalité.

Dans le contexte de la création de la plateforme « anti-discrimination » pilotée par le Défenseur des droits en lien avec les associations spécialisées et les services de l'Etat compétents, l'institution entend renforcer ses effectifs tant au siège qu'au niveau régional.

La région Occitanie compte 53 délégués qui ont reçu en 2020 près de 8 800 sollicitations, toutes thématiques confondues relevant du champ de compétences du DDD.

**Famille professionnelle dominante du poste :** *Affaires juridiques / Promotion institutionnelle*

► **Description du poste**

Placé(e) sous l'autorité hiérarchique du chef de pôle régional, le/la chargé(e) de mission:

- Organise le volet régional de la plateforme anti-discrimination par le déploiement des actions du pôle régional en matière de lutte contre les discriminations et d'accès aux droits au niveau territorial, en lien avec le chef de pôle régional et les délégués,
- Assure, en lien avec le chef de pôle régional, l'appui juridique aux délégués concernant le traitement et l'orientation des dossiers de discrimination et d'accès au droit, conformément aux orientations fixées par le siège, le cas échéant en traitant directement certains signalements pour lesquels la mobilisation des pouvoirs d'instruction du siège est nécessaire,
- Contribue au développement d'un réseau de délégués référents en matière de discriminations et à l'organisation de l'accueil et de l'orientation des réclamants au sein des permanences des délégués,
- Contribue, en lien avec les directions du siège compétentes et avec le chef de pôle régional, aux activités de promotion et de communication territoriales, notamment en :
  - Organisant et participant à des rencontres d'échanges au niveau départemental, régional ou inter-régional sur la lutte contre les discriminations, en identifiant les acteurs et ressources pertinents
  - Développant des relations avec les acteurs locaux (associations, entreprises, administrations, collectivités territoriales) et les populations les plus exposées aux discriminations
  - Proposant, organisant et/ou participant à des actions de sensibilisation et de mobilisation pour prévenir les discriminations et favoriser l'accès aux droits.

Le chef de pôle régional pourra être amené à adapter les missions suivant la spécificité et l'organisation propres à son territoire et aux besoins de compétences du réseau.

► **Spécificités du poste - contraintes**

- Connaissances juridiques confirmées notamment en matière de lutte contre les discriminations ;
- Connaissance des politiques publiques de lutte contre les discriminations et d'accès au droit ;
- Autonomie et sens de l'organisation ;
- Réactivité face aux demandes du chef de pôle régional (respect des délais de réponse) et des délégués ;
- Nombreux déplacements ;
- Flexibilité, adaptabilité

► **Profil souhaité :**

- Avoir une bonne connaissance de l'Institution, de ses missions ;
- Connaissances juridiques confirmées notamment en matière de lutte contre les discriminations
- Une bonne connaissance du territoire régional, des acteurs et des dispositifs locaux de lutte contre les discriminations et d'accès au droit ;
- Très bonne capacité rédactionnelle ;
- Sens de la pédagogie et du contact,
- Très bonne capacité à intervenir en public ;
- Sens de l'organisation du travail, autonomie ;
- Maîtrise des outils informatiques.

Master 2 (formation juridique ou sciences politiques) et / ou expérience professionnelle ayant permis d'acquérir des connaissances juridiques.

► **Conditions d'accès**

Contrat à durée déterminée (CDD) de trois ans, renouvelable, de **niveau catégorie A**, ouvert à toute personne, susceptible d'être recrutée sur un contrat de droit public (fonctionnaire ou agent non titulaire).

► **Lieu de travail : Région OCCITANIE - Toulouse**

► **Poste à pourvoir le : 12 avril 2021**

► **Date limite de dépôt des candidatures : 28 février 2021**

► **Le dossier de candidature comporte les documents suivants :**

CV

Lettre de motivation

Le dernier diplôme obtenu

Les 3 derniers comptes rendus d'entretien professionnel, le cas échéant.

Ces documents doivent être adressés à Romain BLANCHARD, chef de pôle régional, et au pôle Ressources humaines et dialogue social à l'adresse électronique :

[romain.blanchard@defenseurdesdroits.fr](mailto:romain.blanchard@defenseurdesdroits.fr)

[recrutement@defenseurdesdroits.fr](mailto:recrutement@defenseurdesdroits.fr)

Référence à mentionner dans le message : « RECRUT / CDM Occitanie »